Présentation pays - Côte d'Ivoire

COLLECTE ET TRAIMENT DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES

1- Mode de collecte des déclarations statistiques et fiscales (DSF);

2- Nombre de DSF collectées ;

3- Saisie et calendrier ;

4- Utilisation des DSF.

1- Mode de collecte des déclarations des statistiques fiscales (DSF) :

Loi statistique de 1951 puis la nouvelle loi en cours obligent les entreprises de déposer leurs DSF en 2 copies à l'INS (Banque des données financières et Division de la comptabilité nationale) et d'autres structures de l'administration :

- Direction générale des impôts;
- Direction des enregistrements;
- Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest.

Période de dépôt officiel est fixée par Direction générale des impôts (en général à la fin du second trimestre l'année) mais nous attendons la fin de l'année.

Relance par appels téléphoniques ou courriers officiels.

Cela n'est pas toujours aussi simple dans la plupart des pays africains qui cherchent des partenariats avec les Directions des impôts ou d'autres moyens pour se procurer des DSF.

2- Nombre de DSF collectées

- Autour de quatre mille (4 000) pour les Sociétés non financières (4250 pour l'année 2008);
- Une vingtaine (20) pour les établissements bancaires;
- Une trentaine (30) pour les sociétés d'assurances.

3- Saisie et calendrier

Double saisie (BDF et la comptabilité nationale) pour les délais des parutions des comptes nationaux et de la centrale des bilans coïncident.

Un service « Entreprises » de la Division ; saisie faite par neuf (9) personnes de éléments qui intéressent la comptabilité nationale entre trois et quatre mois.

Un module de traitement spécial de passage de la comptabilité d'entreprise à la comptabilité nationale.

Pour la BDF : recrutement d'opératrices de saisie (saisie plus lourde)

4- Utilisation des DSF

- Centrale des bilans et produits dérivés de la centrale;
- Éléments de base et mise à jour du répertoire des entreprises;
- Base de sondages des entreprises;
- Données sources pour les comptes nationaux (Sociétés non financières et sociétés financières);
- En 2007, la part des sociétés dans la formation du PIB est du 41%.